



La Communauté des Caraïbes (CARICOM) a demandé au gouvernement de la République dominicaine d'annuler l'arrêt de la Cour constitutionnelle Dominicaine qui dénationalise des centaines de milliers de dominicains d'ascendance haïtienne.

Le premier ministre de Trinité et Tobago Kamla Persad Bissessar, qui est l'actuel président de la CARICOM dans une lettre adressée samedi au président Danilo Medina, l'exhorte à ne pas appliquer la décision de la cour constitutionnelle dominicaine de retirer la nationalité aux enfants de la population immigrante principalement composée d'Haïtiens.

M. Persad-Bissessar a fait savoir que l'arrêt de la Constitution dominicaine qui refuse la citoyenneté aux enfants d'immigrants illégaux est «inacceptable».

« Je vous demande de prendre des mesures pour restituer immédiatement la nationalité dominicaine à ceux à qui elle l'a été retirée », dit-il dans la lettre.

Le président de la CARICOM a souligné que la décision de la cour dominicaine a laissé de nombreuses personnes dans une situation délicate, qui viole les droits humains et que le gouvernement dominicain est tenu de respecter.

Par ailleurs, la CARICOM a sollicité qu'elle soit représentée lors des réunions que tiendront la commission mixte haïtiano-dominicaine autour des problèmes communs entre les deux pays.

Une demande que plusieurs entités politiques dominicaines notamment la Force nationale progressiste (FNP) et la fondation justice et transparence ont rejeté, accusant la CARICOM d'être hostile à l'égard de la République Dominicaine.

Suite à la décision de créer cette commission mixte haïtiano-dominicaine, des personnalités dominicaines notamment l'ancien président Leonel Fernandez et le Cardinal dominicain Nicolás de Jesús López Rodríguez avaient demandé à ce que la décision de la cour constitutionnelle dominicaine soit respectée parce « c'est une question de souveraineté nationale ».

Haïti-RD: La CARICOM demande l'annulation de l'arrêt constitutionnel dominicain

Écrit par RLJ/HPN

Lundi, 23 Décembre 2013 09:44

En Haïti, des politiciens et membres de la société civile sont très sceptiques face aux retombées qui découleraient des échanges entre les membres de cette commission. Ils croient que cette démarche ne va rien changer à la situation actuelle que se trouvent les descendants haïtiens.